



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Association Pom'Cannelle Crèche et Halte

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023
Association Pom'Cannelle Crèche et Halte
3, rue Just Berland - 51000 Châlons-en-Champagne

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Association Pom'Cannelle Crèche et Halte

3, rue Just Berland - 51000 Châlons-en-Champagne

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'association Pom'Cannelle Crèche et Halte,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Pom'Cannelle Crèche et Halte relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Reims, le 21 juin 2024

KPMG S.A.

Patrick Zeimett

2024.06.21

07:39:30

+02'00'

Patrick ZEIMETT

Associé

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains	34 892		34 892	34 892	
Constructions	746 168	294 935	451 233	445 561	5 672
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	131 801	115 366	16 435	16 980	- 545
Immobilisations corporelles en cours	480 757		480 757	5 500	475 257
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres					
TOTAL (I)	1 393 618	410 301	983 316	502 933	480 383
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	41 910	6 616	35 293	36 188	- 895
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	348 690		348 690	313 675	35 015
Valeurs mobilières de placement	125 000		125 000	125 000	
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	493 984		493 984	637 425	- 143 441
Charges constatées d'avance	2 493		2 493	1 091	1 402
TOTAL (II)	1 012 077	6 616	1 005 461	1 113 378	- 107 917
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	2 405 695	416 918	1 988 777	1 616 310	372 467

Bilan(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires	15 651	15 651	
Ecart de réévaluation			
Réserves			
. Réserves statutaires ou contractuelles	180 542	180 542	
. Réserves pour projet de l'entité			
. Autres			
Report à nouveau	900 318	722 290	178 028
Excédent ou déficit de l'exercice	101 346	178 028	- 76 682
Situation nette (sous total)	1 197 857	1 096 511	101 346
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	312 330	296 400	15 930
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	1 510 187	1 392 911	117 276
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL (II)			
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
TOTAL (III)			
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	285 770	79 860	205 910
Emprunts et dettes financières diverses	325		325
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	60 535	41 784	18 751
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	109 417	101 185	8 232
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	22 542		22 542
Autres dettes		570	- 570
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	478 590	223 399	255 191
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	1 988 777	1 616 310	372 467
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
<i>Engagements donnés</i>			

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	6 330	6 270	60	0,96
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	324 726	308 736	15 990	5,18
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	940 608	905 532	35 076	3,87
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières	8 667	7 000	1 667	23,81
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	28 917	68 562	- 39 645	-57,82
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	733	10	723	N/S
Total des produits d'exploitation (I)	1 309 981	1 296 110	13 871	1,07
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	225 281	190 175	35 106	18,46
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	59 701	61 232	- 1 531	-2,50
Salaires et traitements	754 766	719 678	35 088	4,88
Charges sociales	173 849	154 213	19 636	12,73
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	50 926	46 406	4 520	9,74
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	479	1 571	- 1 092	-69,51
Total des charges d'exploitation (II)	1 265 001	1 173 275	91 726	7,82
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	44 980	122 835	- 77 855	-63,38
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	17 434	6 479	10 955	169,08
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	17 434	6 479	10 955	169,08
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	4 645	999	3 646	364,96
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Total des charges financières (IV)	4 645	999	3 646	364,96
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	12 789	5 481	7 308	133,33
RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	57 769	128 316	- 70 547	-54,98
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	18 018	24 094	- 6 076	-25,22
Sur opérations en capital	28 462	27 283	1 179	4,32
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	46 480	51 377	- 4 897	-9,53
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion		975	- 975	-100
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)		975	- 975	-100
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	46 480	50 401	- 3 921	-7,78
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	2 902	689	2 213	321,19
Total des produits (I + III + IV)	1 373 894	1 353 966	19 928	1,47
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 272 548	1 175 937	96 611	8,22
EXCEDENT OU DEFICIT	101 346	178 028	- 76 682	-43,07
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature	91 453	86 315	5 138	5,95
. Bénévolats				
Total	91 453	86 315	5 138	5,95
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services	84 053	78 915	5 138	6,51
. Prestations	7 400	7 400		0,00
. Personnel bénévole				
Total	91 453	86 315	5 138	5,95

Annexes

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 1 973 126,40 euros.

Le résultat net comptable est un excédent de 101 346,29 euros.

OBJET SOCIAL DE L'ENTITE

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'association a pour objet la gestion d'établissements et services d'accompagnement et de lieux d'accueil d'enfants qui permettrait à ceux-ci de trouver, pendant l'absence de leurs parents, un maximum de sécurité, d'affection et d'éducation nécessaires à leur plein épanouissement.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

L'accueil se fait au sein de deux structures distinctes :

- La crèche, ayant une capacité d'accueil de 60 enfants ;
- Le jardin, ayant une capacité d'accueil de 41 enfants.

DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN OEUVRE

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites ci-dessus sont les suivants :

- Ressources humaines : l'effectif est de 27 ETP au 31/12/2023 ;
- Autres moyens : l'association dispose des locaux suivants :
 - locaux de la crèche sis 3 rue Just Berland à Châlons-en-Champagne, mis à disposition par le Conseil Départemental de la Marne ;
 - locaux du jardin sis 10 rue Gambetta à Châlons-en-Champagne, dont elle est propriétaire.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'association a acquis en cours d'année une nouvelle infrastructure ayant pour destination la création d'un nouvel établissement, dont l'ouverture est prévue pour la rentrée 2024.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Il n'y a aucun événement postérieur à la clôture à signaler.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation

Type	Durée
Terrains	non amortissable
Constructions	de 08 à 30 ans
Agencement des constructions	de 10 à 30 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 05 ans
Mobilier	05 ans

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite; le montant des engagements sont évalués et indiqués dans l'annexe.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				912 860
Immobilisations corporelles	857 640	55 220		
Immobilisations financières				480 757
Immobilisations en cours	5 500	480 757	5 500	
TOTAL	863 140	535 977	5 500	1 393 618

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL I				
Terrains				
Constructions				
sur sol propre	88 973	13 346		102 319
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements	164 833	27 782		192 615
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	106 401	8 965		115 366
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	360 207	50 094		410 301
TOTAL GENERAL (I+II)	360 207	50 094		410 301

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	41 910	41 910	
Autres créances	348 690	348 690	
Charges constatées d'avance	2 493	2 493	
TOTAL	393 093	393 093	

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	4 333
Subventions/financements	337 651
Autres produits à recevoir	14 778
TOTAL	356 762

Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	5 790	832	6	6 616
Comptes financiers				
TOTAL	5 790	832	6	6 616

Etat des valeurs mobilières de placement

Valeurs mobilières de placement	Val. comptable	Val. à la clôture	+Value latente	-Value latente
Obligations CFCM TSR 4.25%	125 000	127 633	2 633	
TOTAL	125 000	127 633	2 633	

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	15 651				15 651
Ecart de réévaluation					
Réserves	180 542				180 542
Report à nouveau	722 290		178 028		900 318
Excédent ou déficit de l'exercice	178 028	178 028	101 346		101 346
Situation nette	1 096 511	178 028	279 374		1 197 857
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	296 400		44 391	28 462	312 330
Provisions réglementées					
TOTAL	1 392 911	178 028	323 765	28 462	1 510 187

Subventions d'investissement

Subventions

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
Ville de Chalons en Champagne	Bâtiment				
CAF	Bâtiment	443 438			443 438
Département de la Marne	Bâtiment				
CAF	Equipement	4 826			4 826
CAF	Equipement	5 903			5 903
Département de la Marne	Agencement bâtiment	5 036			5 036
CAF	Mobilier		2 211		2 211
CAF	Agencement bâtiment		42 180		42 180
TOTAL		459 203	44 391		503 594

Reprises

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Quote-part virée au résultat de l'exercice	Reprise de l'exercice	A la clôture
Total		162 803	28 462		191 265
TOTAL		162 803	28 462		191 265

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit	285 770	32 095	89 973	163 703
Dettes financières diverses	325	325		
Fournisseurs	60 535	60 535		
Dettes fiscales et sociales	109 417	109 417		
Dettes sur immobilisations	22 542	22 542		
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	478 590	224 915	89 973	163 703

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	325
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	26 589
Dettes fiscales et sociales	22 839
Autres dettes	
TOTAL	49 753

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
Subvention - Ministère des armées	Réservation de berceaux	29 859	14 107	15 752		
Subvention -Ministère des finance	Réservation de berceaux	17 916	12 916	5 000		
Subvention - SRIAS	Réservation de berceaux	40 000	26 667	13 333		
Subvention - Préfecture	Réservation de berceaux	19 800	14 850	4 950		
Subvention - Région Grand Est	Réservation de berceaux	29 400	0	29 400		
Subvention - Département de la Marne	Réservation de berceaux	40 104	20 625	19 479		
Subvention - Ville de Chalons en Champagne	Fonctionnement	10 000	10 000	0		
Subvention CAF	Bonus territorial	156 147	53 028	103 119		
Concours public CAF	Solde prestations	568 927	472 704	96 223		
Concours public MSA	Solde prestations	28 455	20 241	8 214		
TOTAL		940 608	645 138	295 470		

Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Net
Produits exceptionnels	
Sur opérations de gestion	18 018
Produits de cession des éléments d'actif	
Produits sur exercices antérieurs	
Quote part de subventions d'investissement virée au résultat	28 462
Charges exceptionnelles	
Sur opérations de gestion	
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	
Dotations aux provisions	
Charges sur exercices antérieurs	
Résultat exceptionnel	46 480

Les produits exceptionnels sur opérations de gestion correspondent notamment à :

- L'annulation de la provision taxe handicapés au titre de l'année 2022 pour 8 483 euros, taxe qui n'est pas due par l'association ;
- Les aides exceptionnelles de la CAF dans le cadre de la crise sanitaire pour 6 409 euros ;
- Une sous-provision pour l'année 2022 de la subvention à recevoir de la région pour 1 953 euros.

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires concernent la mise à disposition des locaux de la crèche par le Conseil Départemental de la Marne au profit de l'association ainsi que le bénévolat de certains administrateurs de l'association.

Ces contributions sont valorisées chaque année.

Concernant la mise à disposition des locaux, au titre de 2023, nous retenons le montant communiqué par le Conseil Départemental de la Marne qui tient compte de la valeur locative révisée, soit 84 053 euros au titre de l'année 2023.

Le temps de bénévolat du Président et du Trésorier est valorisé à 7 400 euros pour 296 heures bénévoles avec un taux horaire de 25 euros.

Les contributions volontaires valorisées représentent un montant total de 91 453 euros.

AUTRES INFORMATIONS

Engagements et sûretés réelles consenties

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Engagements donnés	Montant
Emprunt souscrit à la société générale à hauteur de 200 000 euros : promesse d'hypothèque terrestre	60 475
Emprunt souscrit à la société générale à hauteur de 230 000 euros : promesse d'hypothèque terrestre	300 848
TOTAL	361 323

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 17 947 euros.

Les principales hypothèses de calcul sont :

- l'âge de départ à la retraite avec un taux plein entre 65 et 67 ans, avec un départ volontaire du salarié ;
- un turn-over moyen pour l'effectif non cadre et faible pour l'effectif cadre au sein de l'entité ;
- un taux d'actualisation de 3.20% ;
- un taux de revalorisation des salaires estimé à 0.5% par an ;
- le taux de charges sociales patronales est de 50 % pour les cadres et 30% pour les non cadres.

Rémunération des cadres dirigeants

L'association ne compte aucun cadre dirigeant rémunéré.

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	2	
Non cadres	25	
TOTAL	27	0

Une partie de l'effectif est constituée de contrats aidés permettant une prise en charge de la masse salariale à hauteur de 25 883 euros pour l'année 2023.